

**Séance publique du 27 octobre 2022
à 18h30**

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-157

Assemblées

Exercice des pouvoirs
délégués au Président
et au bureau

Compte-rendu

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	54
Pouvoirs	20
Pour	
Contre	
Abstention	

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **21 octobre 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Jean-Marc Ambroise - Christine Aranéo - Marcel Augier - Pierre Barnet - Martine Barroso - Franck Beysson - Romain Bost - Michelle Bouchet - Marie-Christine Bravo - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Christine Chevillard - Pierre Coissard - Patrick Collet - Aimé Combaret - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Jean-Paul Descombes - Jean-Marc Detour - David Dozance - Catherine Dufossé - Daniel Fréchet - Jacky Geneste - Patricia Goutorbe - Quentin Guillermin - Guy Lafay - Hélène Lapalus - Christelle Lattat - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Franck Maupetit - Patrick Meunier - Véronique Mouiller - Lucien Murzi - Nabih Nejjar - Mahdi Nouibat - Gilles Passot - Yves Perrin - Philippe Perron - Éric Peyron - Serge Pralas - Stéphane Raphaël - Clotilde Robin - Martine Roffat - Jean Smith - Jacques Troncy - Denis Vanhecke - Max Vaudelin (*suppléant Alain Rossetti*).

Certifié exécutoire	02/11/2022
Reçu en Préfecture	28/10/2022
Publié	02/11/2022

Etaient absents :

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Jean-Jacques Banchet			Catherine Dufossé
Isabelle Berthelot			Michelle Bouchet
Jean-Yves Boire	X		
Edmond Bourgeon			Lucien Murzi
Laurence Boyer			Eric Martin
Sandra Creuzet-Taite			Jean-Luc Mardeuil
Pierre Devedeux			Yves Nicolin
Christian Dorange			Quentin Guillermin
Christian Dupuis	X		
Annie Gerenton			Franck Maupetit
Gilles Goutaudier	X		
Jean-Paul Heyberger			Christelle Lattat
Fabien Lambert			Hélène Lapalus
Sébastien Lassaigue	X		
Adina Lupu Bratiloveanu			Maryvonne Loughraieb
Muriel Marcellin			Clotilde Robin
Pascal Muzart	X		
Yves Nicolin	X		
Jade Petit			Gilles Passot
Marcel Peuillon			Max Vaudelin
Anne Pilato			Jacky Geneste
Christophe Pion	X		
Didier Prunet			Patrick Collet
Vickie Redeuilh			Catherine Brun
Marie-Hélène Riamon			Denis Vanhecke
Alain Rossetti		Max Vaudelin	
Sophie Rotkopf			Romain Bost
Corinne Troncy			Marie-Laure Dana Burnichon
Isabelle Valcourt	X		
Gilbert Varrenne	X		

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance : Romain BOST.

Le Conseil communautaire de Roannais Agglomération a délégué au Président et au Bureau communautaire des attributions.

L'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, stipule que le Président doit rendre compte de l'exercice des pouvoirs délégués, auprès de l'organe délibérant.

N° DP 2022-307 du 19 septembre 2022 - Aménagement espace communautaire - « Aménagement de la zone d'activités route de Vivans à La Pacaudière » - Réalisation du diagnostic d'archéologie préventive - Convention entre l'Institut National de Recherches d'Archéologie Préventive (INRAP) et Roannais Agglomération

Le Président décide :

- D'approuver la convention relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive pour le projet dénommé « Aménagement de la zone d'activités route de Vivans à La Pacaudière » avec l'Institut National de Recherches d'Archéologie Préventive (INRAP) ;
- De dire que cette convention est conclue pour la durée de la réalisation du diagnostic, soit au plus tard le 26 septembre 2022, et jusqu'à la remise du rapport de diagnostic ;
- De préciser que cette convention est sans contrepartie financière.

N° DP 2022-308 du 19 septembre 2022 - Numérique – Numeriparc 27 rue Lucien Langénieux Commune de Roanne - Convention d'occupation précaire Phase pépinière Et Convention de services et de prestations technologiques du 19 septembre 2022 au 9 mai 2023 avec Monsieur Mouèze SLIMANE - SOLIDEYEZ PRODUCTIONS

Le Président décide :

- D'approuver la convention d'occupation précaire - pépinière numérique : « phase pépinière » avec Monsieur Mouèze SLIMANE, entrepreneur individuel, exploitant sous le nom commercial SOLIDEYEZ PRODUCTIONS, ayant son siège social au 125 Rue Françoise Sagan 42153 Riorges ;
- De préciser que cette convention d'occupation précaire - pépinière numérique : « phase pépinière » concerne l'occupation du bureau GP 6-1 d'une surface de 17.19 m², situé au Numeriparc, 27 rue Langénieux à Roanne ;
- D'indiquer que l'occupation est consentie exclusivement pour les activités de créations de vidéos institutionnelles et publicitaires ;
- De dire que la convention prend effet le 19 septembre 2022 et se termine le 9 mai 2023 inclus ;
- D'accorder, à Monsieur Mouèze SLIMANE - SOLIDEYEZ PRODUCTIONS, le bénéfice de différents services et prestations technologiques ;
- D'approuver la convention d'engagement de services et de prestations technologiques, avec Monsieur Mouèze SLIMANE - SOLIDEYEZ PRODUCTIONS ;
- D'indiquer que le loyer du bureau et le prix des prestations sont fixés conformément à la grille tarifaire en vigueur.

N° DP 2022-309 du 19 septembre 2022 - Finances - Conventions paiement en ligne Payzen - Régie Familles

Le Président décide :

- D'approuver la signature des Conditions Générales de Service (CGS) régissant l'offre de service PAYZEN avec la société LYRA NETWORK pour le paiement en ligne de la régie Service Familles ;
- De dire que le coût de ce service est de 149 € HT de mise en service, d'un abonnement de 14,90 € HT par mois avec 100 transactions incluses et un coût à la transaction hors forfait de 0,089 € HT selon les tarifs prévus aux CGS ;
- De dire que ces CGS prendront effet à compter de la date de signature pour une durée de 12 mois, renouvelées par tacite reconduction pour des durées fermes successives de 12 mois, sauf dénonciation par l'une des parties dans les conditions de l'article 13.1 de ces mêmes CGS et en tout état de cause pour un montant maximum inférieur à 40 000€ HT périodes de reconduction comprises.

N° DP 2022-310 du 19 septembre 2022 - Enseignement supérieur, recherche, formation - Travaux de déconstruction et de construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur en vue du regroupement des formations sur le Campus Mendès France à Roanne - Phase 2 : travaux de construction - Avenant n°2 au lot 4 avec le groupement EUROVIA DALA (mandataire) / SOLS LOIRE AUVERGNE - Avenant n°4 au lot 11 avec la société CHRISDECOR - Avenant n°2 au lot 14 avec la société L'ARTISAN DU BOIS

Le Président décide :

- D'approuver les avenants portant sur l'opération de construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur en vue du regroupement des formations sur le Campus Mendès-France à Roanne, comme suit :

N° du lot	Dénomination du lot	Titulaire	Montant initial forfaitaire HT	Montant de l'avenant HT	% de hausse ou baisse du marché induit par l'avenant	Nouveau montant forfaitaire HT
-----------	---------------------	-----------	--------------------------------	-------------------------	--	--------------------------------

4	VRD	EUROVIA DALA / SOLS LOIRE AUVERGNE	284 662,90 €	350,00 €	+ 0,1%	297 625,80 €
11	PLATRERIE-PEINTURE	CHRISDECOR	254 979,09 €	1 419,67 €	+ 0,6%	242 187,76 €
14	MENUISERIE INTERIEURE BOIS	L'ARTISAN DU BOIS	147 151,96 €	1 643,41 €	+1,1%	149 790,37 €

N° DP 2022-311 du 19 septembre 2022 - Stratégies et Ressources Foncières - Avenant n° 2 à la convention opérationnelle entre la Communauté d'Agglomération Roannais Agglomération, l'Etablissement Public de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA), la Commune de Roanne et OPHEOR - Résidence Fontquentin – 9 rue Fontquentin

Le Président décide :

- D'approuver l'avenant n° 2 à la convention opérationnelle avec EPORA, la Commune de Roanne, OPHEOR pour le projet situé Résidence Fontquentin, 9 rue Fontquentin sur la Commune de Roanne ;
- De dire que cet avenant à la convention porte sur la modification du bilan financier prévisionnel de l'opération afin de tenir compte des nouvelles études réalisées d'une part et des subventions obtenues pas OPHEOR d'autre part ;
- De préciser que cet avenant à la convention est sans contrepartie financière pour Roannais Agglomération.

N° DP 2022-312 du 21 septembre 2022 - Numérique - Mise à disposition de données SIG à Roannais Agglomération par la Direction Départementale des Territoires concernant le classement sonore des voies routières 2022 du Département de la Loire

Le Président décide :

- D'approuver l'acte d'engagement portant sur la mise à disposition de données SIG à Roannais Agglomération par la Direction Départementale des Territoires de la Loire concernant le classement sonore des voies routières 2022 du Département de la Loire ;
- De préciser que cette mise à disposition de données est sans contrepartie financière ;
- D'autoriser Monsieur DAVAL, Conseiller Communautaire Délégué à l'Aménagement de l'Espace et à la Mutualisation, à effectuer toutes les actions se rapportant à l'exécution de cette décision.

N° DP 2022-313 du 21 septembre 2022 - Stratégies et Ressources Foncières - Droit de préemption urbain sur les fonciers à vocation unique d'activité économique

Le Président décide :

- De renoncer à exercer son droit de préemption sur les biens suivants, à vocation unique d'activité économique, ayant fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner :

Reçue le	Propriétaire	Mandataire	Terrain	
	Nom (raison sociale)	Nom (raison sociale)	Adresse Ville	Cadastre
29/07/2022	LE REPAIRE DIGITAL représentée par M. DUBUIS JEAN GUILLAUME	TRAMBOUZE LIVET Violaine	14 Boulevard Valmy ROANNE	BS237
05/09/2022	GPI représentée par Monsieur PROTIERE Patrick	Maître FAVRE-VERAND Philippe	1329 rue Louise Michel RIORGES	AZ100, AZ101, AZ103, AZ104, AZ106
01/09/2022	D.M.P.	Notaire ZAMARRENO Cécilia	43 rue Croix Saint James SAINT GERMAIN LESPINASSE	B1754, B1757, B1791, B1714, B2199, B2201

N° DP 2022-314 du 23 septembre 2022 - Equipements sportifs - Espaces de restauration NAUTICUM Rue Général Giraud Et PATINOIRE - Rue des Vernes - Commune de Roanne - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société A 2 B F

Le Président décide :

- D'approuver la convention d'occupation temporaire du domaine public avec A 2 B F, société à responsabilité limitée à associé unique (EURL), ayant son siège social 16 Riotton de l'Etang 42640 Saint-Germain-Lespinnasse ;

- D'indiquer que cette convention concerne l'occupation temporaire des espaces de restauration situés, l'un au sein du centre nautique « Nauticum », rue Général Giraud à Roanne, comprenant un espace intérieur d'environ 290 m² équipé d'une cuisine et d'une terrasse extérieure, et l'autre au sein de la patinoire, rue des Vernes à Roanne, comprenant un espace intérieur d'une superficie d'environ 200 m² équipé d'une cuisine ;
- De dire que l'occupation temporaire est accordée exclusivement pour les activités de restauration, snack, bar ;
- D'indiquer que cette occupation est consentie du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 septembre 2024, renouvelable une seule fois, sur demande expresse, pour une période d'un an, soit au plus tard jusqu'au 30 septembre 2025 ;
- D'indiquer que la redevance annuelle comprend pour chacun des espaces de restauration, une partie fixe d'un montant de 500 € net et une partie variable correspondant à 3 % net du chiffre d'affaires HT annuel ;
- De dire que l'occupant sera redevable des fluides consommés pour un montant forfaitaire annuel de 1 200 € net pour chacun des espaces de restauration.

N° DP 2022-315 du 23 septembre 2022 - Sports Tourisme - Occupation d'un terrain appartenant à la commune de Renaison situé à Renaison - Convention d'occupation du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2025

Le Président décide :

- D'approuver la convention d'occupation avec la Commune de Renaison, relative à un terrain d'une surface d'environ 25 m² à prendre sur les parcelles cadastrées section AE numéros 454 et 455, ledit terrain situé sur le parking de la salle ERA de la Commune de Renaison, pour les besoins de Roannais Agglomération, dans le cadre de l'installation et l'exploitation d'une station de lavage pour vélos tout terrain (V.T.T.) ;
- D'indiquer que cette convention est consentie pour une durée de 3 ans, du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 septembre 2025 inclus ;
- De dire que l'occupation est consentie à titre gratuit ;
- De préciser que la Commune de Renaison supportera les charges liées aux fluides, notamment les abonnements et consommations électriques et eau après la mise en service de la station de lavage, sans refacturation à Roannais Agglomération.

N° DP 2022-316 du 23 septembre 2022 - Action culturelle - Site de la Cure Pépinière Métiers d'Art Place Chaumet Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire - Convention d'occupation précaire « Pépinière » avec Lisa DEBOIS

Le Président décide :

- D'approuver la convention d'occupation précaire « pépinière » avec Lisa DEBOIS, artisan en tapisserie d'ameublement et décoration, immatriculée à la chambre des métiers de Roanne sous le n° 889 622 940 RM 42, demeurant 3 passage Bellevue à Roanne ;
- De préciser que cette convention d'occupation précaire se rapporte pour partie à l'occupation à titre exclusif de l'atelier n° 1, d'une surface de 24 m², situé au sein de la Pépinière Métiers d'Art du site de la Cure, Place du Chaumet à Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire, et pour partie à l'occupation à titre partagé de la cour commune, de la cuisine du gîte, et de la salle de stage et studio photos suivant planning et règlement d'utilisation, le tout également situé au sein du site de la Cure à Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire ;
- De dire que la convention d'occupation, d'une durée de 24 mois, prend effet le 1er octobre 2022 et se termine le 30 septembre 2024 inclus ;
- De préciser que la convention d'occupation est consentie exclusivement pour des activités de tapisserie d'ameublement et décoration ;
- D'indiquer que l'occupation est consentie moyennant une indemnité mensuelle de 4,00 € HT par m², soit 96 € HT/mois, majorée de la TVA applicable au taux en vigueur ;
- De dire que les charges de l'atelier seront supportées directement par l'occupant.

N° DP 2022-317 du 23 septembre 2022 - Espaces naturels - Chalet équipé d'un incubateur à œufs de saumons Parc Beaulieu Commune de Riorges - Contrat de prêt à usage avec l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique Roanne et Région (AAPPMA ROANNE REGION)

Le Président décide :

- D'approuver le contrat de prêt à usage avec l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique Roanne et Région, connue sous le sigle AAPPMA ROANNE REGION, ayant son siège 5 place du Phénix à Roanne ;
- De préciser que ce prêt à usage concerne l'occupation d'un chalet équipé d'un incubateur à œufs de saumons, installé sur un terrain de 10 m², issu des parcelles cadastrées section AL numéros 692 et 777, au sein du Parc Beaulieu sur la Commune de Riorges ;
- De dire que la durée du prêt à usage est fixée à 2 ans, à compter du 30 octobre 2022 jusqu'au 29 octobre 2024 inclus ;
- De préciser que cette occupation est consentie exclusivement pour l'incubation des œufs de saumon ;
- D'indiquer que cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

N° DP 2022-318 du 23 septembre 2022 - Stratégies et Ressources Foncières - Droit de préemption urbain sur les fonciers à vocation unique d'activité économique

Le Président décide :

- De renoncer à exercer son droit de préemption sur les biens suivants, à vocation unique d'activité économique, ayant fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner :

Reçue le	Propriétaire	Mandataire	Terrain	
	Nom (raison sociale)	Nom (raison sociale)	Adresse Ville	Cadastre
14/09/2022	POLLIA représentée par BALEYDIER Serge	VALETTE Marie-Christine	POUILLY LES NONAINS	AW116
14/09/2022	MAXEL LOGISTIQUE	Maître TEYSSIER Christophe	Rue Louise Michel RIORGES	AY285
16/09/2022	ROANNAIS AGGLOMERATION représentée par Monsieur Yves NICOLIN	SELAS GERBAY ET ASSOCIES	152 Route De Paris MABLY	AV87, AV51
16/09/2022	ROANNAIS AGGLOMERATION représentée par Monsieur Yves NICOLIN	SELAS GERBAY ET ASSOCIES	152 Route De Paris MABLY	AV86, AV17
16/09/2022	SODALIS 2	Maître BECHU Edouard	480 Avenue Charles de Gaulle RIORGES	BD340, BD344, BD351

**N° DP 2022-319 du 26 septembre 2022 - Enseignement supérieur - Village des Sciences 2022 Salle Fontalon
Rue des Vernes Commune de Roanne - Occupation de locaux appartenant à la Ville de Roanne**

Le Président décide :

- D'approuver l'accord de la mise à disposition de la salle Fontalon sise rue des Vernes à Roanne, proposée par la Ville de Roanne, pour la réalisation de la manifestation « Village des Sciences », organisée par Roannais Agglomération ;
- De préciser que cette occupation est consentie du lundi 10 octobre 2022 au jeudi 13 octobre 2022, incluant les temps de montage et démontage ;
- De dire que cette location est consentie à titre gratuit.

N° DP 2022-320 du 26 septembre 2022 - Numérique – Numériparc 27 rue Lucien Langénieux Commune de Roanne - Résiliation amiable - Convention d'occupation précaire Phase transitoire et Convention de services et de prestations technologiques avec la société PROCESSING MEDIA - Convention d'occupation précaire Phase transitoire et Convention de services et de prestations technologiques du 1er octobre 2022 au 5 juin 2025 avec la Société PM CORPORATION

Le Président décide :

- D'accorder la résiliation amiable de la convention d'occupation précaire phase transitoire et de la convention de services et de prestations technologiques avec PROCESSING MEDIA, ayant son siège social au Numériparc- 27 rue Lucien Langénieux 42300 Roanne ;
- De préciser que la convention d'occupation précaire phase transitoire se rapporte à l'occupation du bureau GP 6-2 d'une surface de 20,89 m², situé au Numériparc, 27 rue Langénieux à Roanne ;
- D'indiquer que la résiliation amiable de la convention d'occupation précaire phase transitoire et de la convention de services et de prestations technologiques prendra effet au 30 septembre 2022 ;
- De préciser que cette résiliation est convenue sans aucune indemnité de part et d'autre ;
- De spécifier que Messieurs ROYER et LACROIX, actionnaires de la société PROCESSING MEDIA ont souhaité opérer un changement de société par voie de création d'une société nouvelle dénommée « PM CORPORATION » et qu'il convient donc d'approuver la convention d'occupation précaire - pépinière numérique : « phase transitoire » avec la société PM CORPORATION, ayant son siège social au Numériparc- 27 rue Lucien Langénieux 42300 Roanne ;
- De préciser que cette convention d'occupation précaire - pépinière numérique : « phase transitoire » concerne l'occupation du bureau GP 6-2 d'une surface de 20.89 m², situé au Numériparc, 27 rue Langénieux à Roanne ;
- D'indiquer que l'occupation du bureau est consentie exclusivement pour des activités de marketing digital et de e-learning associé ;
- De dire que la convention prend effet le 1er octobre 2022 et se termine le 5 juin 2025 inclus ;
- D'accorder à la société PM CORPORATION, le bénéfice de différents services et prestations technologiques ;
- D'approuver la convention d'engagement de services et de prestations technologiques avec la société PM CORPORATION ;
- D'indiquer que le loyer du bureau et le prix des prestations sont fixés conformément à la grille tarifaire en vigueur.

N° DP 2022-321 du 29 septembre 2022 - Biens mobiliers - Cession d'un téléphone portable

Le Président décide :

- D'approuver la cession du téléphone IPHONE XR inventorié sous le numéro 2021010016 à Madame Virginie MAISSE au prix de 286 euros ;
- D'indiquer que ce téléphone est vendu en l'état non reconditionné ;
- De passer les écritures comptables pour supprimer ce bien de l'état de l'actif de Roannais Agglomération ;
- De dire que la recette sera encaissée sur le budget général en 2022 sur le chapitre 77

N° DP 2022-322 du 29 septembre 2022 - Achats publics - Construction d'un centre aqualudique - Mission de maîtrise d'œuvre - Concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse plus - Jury de maîtrise d'œuvre - Fixation des indemnités des maîtres d'œuvre

Le Président décide :

- De fixer le montant des indemnités de chacun des maîtres d'œuvre comme suit :

Nom/prénom et qualités des maîtres d'œuvre	REMUNERATION		
	Indemnités par réunion de jury (taux horaire ou forfait)	Indemnité d'analyse de documents hors réunion (taux horaire ou forfait)	Indemnités diverses
Nathalie CINQUIN, Architecte DPLG Représentant l'Ordre des Architectes	400 € / ½ journée HT	100 € HT par heure	Déplacement (prix du remboursement kilométrique et éventuels frais de vie : 1 € HT par kilomètre
Sébastien PALLARO, Economiste, représentant l'Union Nationale des Économistes de la Construction - UNTEC	78€00 HT par heure	78€00 HT par heure	Indemnité kilométrique = 0,651 € HT par kilomètre Indemnité de photocopie et tirage = 0,50 € HT la photocopie Indemnité temps de trajet = 45 € HT par heure. Indemnité Dactylographie et Secrétariat = 50 € HT par heure.
Jacques PEROTTO, Ingénieur-conseil, titulaire, représentant la Fédération des syndicats de métiers de la prestation intellectuelle du conseil, de l'ingénierie et du numérique – CINOV RHÔNE-ALPES	400 € HT par demi-journée	100 € HT par heure	Frais de déplacement et de péage, et de stationnement
François AMBLARD, Ingénieur-conseil suppléant, représentant CINOV RHÔNE-ALPES	500 € HT la demi-journée ou 800 € HT la journée, incluant le temps de déplacement		repas de midi selon le plafond de Urssaf, soit 19,40 € HT maximum frais de déplacement selon le barème fiscal pour 7 CV et plus (0,661 € à ce jour), frais d'autoroute et parking éventuels sur justificatifs

- De préciser que les indemnités de représentation de Jacques PEROTTO et de François AMBLARD, ingénieurs-conseils, seront facturées par la Fédération CINOV RHÔNE-ALPES, Fédération des syndicats de métiers de la prestation intellectuelle du Conseil, de l'Ingénierie et du Numérique, qui transmettra à chaque personne désignée l'indemnité lui revenant ;
- De dire que les dépenses relatives à ces indemnités seront prélevées sur les crédits ouverts au budget général – opération 1007.

N° DP 2022-323 du 29 septembre 2022 - Conseil et sécurisation juridique - Dépôt de plainte avec constitution de partie civile - Accident de la circulation - Destruction d'un candélabre rue Louise Michel à Riorges

Le Président décide :

- De déposer une plainte au nom de Roannais Agglomération contre X pour destruction d'un candélabre rue Louise Michel à Riorges et de se constituer partie civile.

N° DP 2022-324 du 29 septembre 2022 - Conseil et sécurisation juridique - Dépôt de plainte - Sabotage Train de la Loire à Commelle Vernay

Le Président décide :

- De déposer une plainte au nom de Roannais Agglomération contre X pour sabotage sur la voie de chemin de fer du train de la Loire à Commelle Vernay.

N° DP 2022-325 du 29 septembre 2022 - Lecture Publique - Développement de l'action culturelle en faveur des publics des Médiathèques de Roannais Agglomération - Mise en œuvre d'une programmation culturelle promouvant la vie littéraire et artistique - Demande de subvention auprès de l'État (DRAC Auvergne-Rhône-Alpes) au titre de l'aide aux manifestations littéraires

Le Président décide :

- D'approuver le projet de rencontres littéraires 2023 intitulé Écrivain à 3 Temps et de solliciter une subvention de 3 000 € auprès de l'État – Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes au titre de l'aide aux manifestations littéraires.

N° DP 2022-326 du 29 septembre 2022 – Familles - Prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement Extrascolaire » Bonus territoire Ctg - Avenant n°2 à la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales

Le Président décide :

- D'approuver l'avenant n°2 à la convention d'objectifs et de financement - Prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement Accueil Extrascolaire », avec la Caisse d'Allocations Familiales ;
- De préciser que cet avenant porte sur l'évolution des modalités de calcul du bonus « Territoire Ctg » ;
- De préciser que la convention prendra fin au 31 décembre 2022.

N° DP 2022-327 du 30 septembre 2022 - Aéroport - Saint-Léger-sur-Roanne - Dévoisement de la voie communale n° 8 - Décision complémentaire à la décision du Président n° 2022-072 du 11 mars 2022 pour préciser la surface réelle d'acquisition du terrain suite à la réalisation du document d'arpentage visant à établir le découpage cadastral - Acquisition des parcelles cadastrées section AO n° 141 et n° 142 pour partie - M. Jean-Claude GALLET - Mme Claudette GALLET

Le Président décide :

- De compléter la décision du Président n° 2022-072 en date du 11 mars 2022 relative à l'acquisition d'une surface de 1 132 m² à détacher des parcelles cadastrées section AO n° 141 et n° 142 pour le dévoisement de la voie communale n° 8 à Saint-Léger-sur-Roanne, auprès de M. Jean-Claude et Mme Claudette GALLET, pour préciser la surface réelle d'acquisition suite à la réalisation du document d'arpentage visant à établir le découpage cadastral, soit 1 219 m² ;
- De dire que le prix d'acquisition est fixé selon les modalités prévues dans la décision du Président n° 2022-072 en date du 11 mars 2022, soit à 0,40 €/m², majoré d'une indemnité forfaitaire de 2 547,14 € pour tenir compte de la perte d'exploitation, soit un prix d'acquisition ajusté à 3 034,74 € net, hors honoraires pris en charge par Roannais Agglomération ;
- D'autoriser Eric PEYRON, Vice-Président délégué au patrimoine et à la voirie à effectuer toutes les actions se rapportant à l'exécution de cette décision.

N° DP 2022-328 du 30 septembre 2022 - Aéroport Saint-Léger-sur-Roanne - Dévoisement de la voie communale n° 8 - Acquisition pour partie des parcelles cadastrées section AB n° 50, AC n° 109, n° 110 et n° 111 - Décision complémentaire à la décision du Président n° 2022-201 du 9 juin 2022 pour rectifier une erreur matérielle et préciser la surface à acquérir suite à la réalisation du document d'arpentage visant à établir le découpage cadastral - Mme Jacqueline EON

Le Président décide :

- De compléter la décision du Président n° 2022-201 du 9 juin 2022 relative à l'acquisition de terrains appartenant à Mme Jacqueline EON, situés sur la Commune de Saint-Léger-sur-Roanne au lieudit Combray, pour le dévoisement de la voie communale n° 8 pour préciser la surface réelle d'acquisition suite à la réalisation du document d'arpentage visant à établir le découpage cadastral et pour rectifier une erreur matérielle relative à la section cadastrale des parcelles à acquérir ;
- De dire que la surface à acquérir représente une surface de 2 949 m² à prendre sur les parcelles cadastrées section AB n° 50 et AC n° 109, n° 110 et n° 111 conformément au document d'arpentage visant à établir le découpage cadastral ;
- De dire que le prix d'acquisition est fixé selon les modalités prévues dans la décision du Président n° 2022-201 en date du 9 juin 2022, soit 0,40 €/m², majoré d'une indemnité forfaitaire de 1 726,80 € pour tenir compte de la perte de fermage liée à la réduction d'un bail rural, soit un prix d'acquisition ajusté à 2 906,40 € net, hors honoraires pris en charge par Roannais Agglomération ;
- D'autoriser Eric PEYRON, Vice-Président délégué au patrimoine et à la voirie à effectuer toutes les actions se rapportant à l'exécution de cette décision.

N° DP 2022-329 du 5 octobre 2022 - Achats publics - Maintenance du progiciel de gestion du Patrimoine AS-TECH - Licences AS TECH Symphonie gamme Nomade - Avenant n°3 au contrat 2021/3006 avec la société AS-TECH pour la maintenance de NOMADE STOCK

Le Président décide :

- D'approuver l'avenant n°3 au contrat de maintenance de gestion du Patrimoine AS-TECH Licences AS TECH Symphonie gamme Nomade – progiciel « Nomade stock » avec la société AS-TECH ;
- De dire que le présent avenant est conclu pour un montant forfaitaire d'augmentation de + 157.50 € HT annuels, à partir du 1er novembre 2022 et pour la durée du marché restant à courir ;
- De préciser que le contrat est ainsi porté à un montant forfaitaire de 11 388,27 € HT annuels ;
- De dire que les dépenses seront prélevées sur les crédits ouverts à cet effet.

N° DP 2022-330 du 5 octobre 2022 – Numérique – Numériparc 27 rue Lucien Langénieux Commune de Roanne - Avenant n° 2 au bail dérogatoire au bail commercial Avec la société NESTORE GREEN TECHNOLOGIES

Le Président décide :

- D'approuver l'avenant n° 2 au bail dérogatoire au bail commercial avec la société NESTORE GREEN TECHNOLOGIES, ayant son siège social au Numériparc - 27 Rue Lucien Langénieux à Roanne ;
- D'indiquer que l'avenant n° 2 a pour objet de mettre à disposition de la société NESTORE GREEN TECHNOLOGIES, le bureau n° GP 8-1 d'une surface de 15.24 m2, situé à l'étage de l'extension du bâtiment B du Numériparc, 27 rue Langénieux à Roanne, en lieu et place du bureau n° GP 7-2 ;
- De dire que l'avenant n° 2 au bail dérogatoire au bail commercial prendra effet le 10 octobre 2022 et pour une durée limitée à celle du bail dérogatoire au bail commercial, soit jusqu'au 14 janvier 2023 ;
- D'indiquer que le loyer de bureau et le prix des prestations sont fixés conformément à la grille tarifaire en vigueur.

N° DP 2022-331 du 5 octobre 2022 - Numérique - Numériparc 27 rue Lucien Langénieux Commune de Roanne - Avenant n° 1 au bail dérogatoire au bail commercial avec la société CAPORGA

Le Président décide :

- D'approuver l'avenant n° 1 au bail dérogatoire au bail commercial avec la société CAPORGA, ayant son siège social lieudit Le Bourg 71110 CERON ;
- D'indiquer que l'avenant n° 1 a pour objet de mettre à disposition de la société CAPORGA, le bureau n° GP 7-2, d'une surface de 21.25 m2, situé à l'étage de l'extension du bâtiment B du Numériparc, 27 rue Langénieux à Roanne, en lieu et place du bureau n° GP 8-1 ;
- De dire que l'avenant n° 1 au bail dérogatoire au bail commercial prendra effet le 10 octobre 2022 et pour une durée limitée à celle du bail dérogatoire au bail commercial, soit jusqu'au 17 novembre 2024 ;
- D'indiquer que le loyer de bureau et le prix des prestations seront fixés conformément à la grille tarifaire en vigueur.

N° DP 2022-332 du 6 octobre 2022 - Familles - Prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement Périscolaire » - Bonus territoire Ctg - Avenant n°2 à la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales

Le Président décide :

- D'approuver l'avenant n°2 à la convention d'objectifs et de financement - Prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement Accueil Périscolaire » avec la Caisse d'Allocations Familiales ;
- De préciser que cet avenant porte sur l'évolution des modalités de calcul du bonus territoire Ctg ;
- De préciser que la convention prendra fin au 31 décembre 2022.

N° DP 2022-333 du 6 octobre 2022 - Familles - Prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement Accueil adolescents » - Bonus territoire Ctg - Avenant n°2 à la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales

Le Président décide :

- D'approuver l'avenant n°2 à la convention d'objectifs et de financement - Prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement Accueil adolescents » avec la Caisse d'Allocations Familiales ;
- De préciser que cet avenant porte sur l'évolution des modalités de calcul du bonus territoire Ctg ;
- De préciser que la convention prendra fin au 31 décembre 2022.

N° DP 2022-334 du 6 octobre 2022 - Finances - Virements de crédits entre chapitres

Le Président décide :

- D'approuver le virement de crédit de la somme de 1 000 000 € du chapitre 011 au chapitre 65 sur le budget général de Roannais Agglomération.

N° DP 2022-335 du 6 octobre 2022 - Politique de la Ville - Evaluation du Contrat de ville 2015-2023 -

Demande de subvention auprès de l'Etat (plateforme DAUPHIN)**Le Président décide :**

- De répondre à l'appel à projet Politique de la Ville de l'Etat, en déposant une demande de financement sur la plateforme DAUPHIN pour l'évaluation du Contrat de ville 2015-2023 de Roannais Agglomération ;
- De préciser que cette subvention de l'Etat, dans le cadre des financements Politique de la ville, correspondant à 50 % du coût total de l'évaluation, soit 12 472,50 €.

N° DP 2022-336 du 6 octobre 2022 - Bail de chasse - Barrage de l'Oudan - Commune de Saint-Romain-La-Motte - Bail de chasse avec Daniel Chevillon et Thierry Forest**Le Président décide :**

- D'approuver le bail de chasse avec Daniel CHEVILLON, domicilié chemin de la Croix Jaune 42123 Saint-Cyr-de-Favières, et Thierry FOREST, domicilié 890 Chemin du Temple 42640 Saint-Romain-La-Motte ;
- D'indiquer que ce bail de chasse des nuisibles et du lièvre sans déterrage porte sur les parcelles cadastrées AX 9, AX 10, C 630, C 682, C 1126, C 1150, C 1152, C 1163, d'une superficie totale de 10 hectares environ, situées au barrage de l'Oudan sur la commune de Saint-Romain-La-Motte ;
- De dire que ce bail est consenti pour une saison prenant effet le 15 octobre 2022 pour se terminer le 28 février 2023, renouvelable par tacite reconduction par période de 1 an, deux fois maximum, soit une durée d'expiration au plus tard le 28 février 2025 ;
- De préciser que ce bail est consenti à titre gratuit ;
- D'autoriser Eric PEYRON, Vice-Président délégué au patrimoine et à la voirie, à effectuer toutes les actions se rapportant à l'exécution de cette décision, y compris les éventuels avenants et résiliation du bail.

N° DP 2022-337 du 7 octobre 2022 - Assainissement - Commune de Roanne - Acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AL n° 888**Le Président décide :**

- D'acquérir sur la commune de Roanne, Quai Commandant L'Herminier, une partie de la parcelle cadastrée section AL n°888 d'une superficie d'environ 15 m² appartenant à la Maison de retraite « La Maison de Jeanne » ;
- De préciser que le prix a été fixé à 6 € le m², soit un montant total d'environ 90 € net ;
- D'indiquer que la dépense, ainsi que les frais afférents, notamment de géomètre et de notaire, seront comptabilisés sur le budget annexe « Assainissement ».

N° DP 2022-338 du 10 octobre 2022 - Développement économique - Aéroport de Roanne - Route de Combray - Commune de Saint-Léger-Sur-Roanne - Hangar HOTEL - Conventions d'occupation précaire du domaine public du 11 octobre 2022 au 31 décembre 2022 avec des pilotes privés**Le Président décide :**

- D'approuver les conventions d'occupation précaire du domaine public aéroportuaire, avec les pilotes privés suivants :

Pilote privé	Domicile	ULM
Bastien TALARON	82 route des Guittons 42720 BRIENNON	630 Z - Motoplaneur
Jean-Luc THOMAS	14 rue de la Solitude 42190 CHARLIEU	F-JEOS – Pendulaire
Alain GRANDOUILLER	53 route de Mizérieux 42100 NERVIEUX	F-JYTB – 3 axes

- De préciser que les conventions d'occupation précaire du domaine public aéroportuaire concernent l'occupation d'un espace de stationnement non délimité pouvant accueillir un ULM, dans le bâtiment Hangar HOTEL situé dans l'enceinte de l'aéroport de Roanne à Saint-Léger-sur-Roanne ;
- De dire que l'objet de ces occupations est le stationnement à titre privé d'un ULM ;
- De fixer la durée de ces occupations à 2 mois et 20 jours : du 11 octobre 2022 au 31 décembre 2022 inclus ;
- D'indiquer que le montant des redevances est fixé conformément à la grille tarifaire en vigueur.

N° DP 2022-339 du 10 octobre 2022 - Lecture publique - Développement de l'action culturelle en faveur des publics des Médiathèques de Roannais Agglomération - Mise en œuvre d'un projet d'éducation artistique et culturelle à dominante jeunes (0-25 ans) - Projet Métamorphoses. L'Homme et l'Animal - Résidences-missions de Nelly BIARD et Sylvie SÉDILLOT - Exposition La ménagerie graphique - Demande de subvention auprès de l'État (DRAC Auvergne-Rhône-Alpes)**Le Président décide :**

- D'approuver le projet d'éducation artistique et culturelle 2022-2023 intitulé Métamorphoses. L'Homme et l'Animal et de solliciter une subvention de 25 000 € auprès de l'État – Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes au titre des projets d'éducation artistique et culturelle à dominante jeunes (0-25 ans) ;
- D'approuver le contrat de prestation à venir avec L'Atelier du Vent définissant les modalités de la conception et d'installation de l'exposition La ménagerie graphique pour un montant total de 11 707,25 € TTC ;

- D'approuver le contrat de prestation à venir avec Madame Nelly BIARD, définissant les attentes et modalités de la résidence-mission pour un montant total de 8 940 € net ;
- D'approuver le contrat de prestation à venir avec Madame Sylvie SÉDILLOT définissant les attentes et modalités de la résidence-mission pour un montant total de 9 816 € net ;
- D'autoriser Madame Jade PETIT, Vice-Présidente déléguée à la culture et à la communication, à effectuer toutes les actions se rapportant à l'exécution de cette décision.

N° DP 2022-341 du 10 octobre 2022 - Tourisme - Projet « Route des Vins » - Contrat de prestation de conseil conclu avec la société Dominique Defrain Signalisation Routière
Le Président décide :

- D'approuver le contrat de prestation de conseil conclu avec la société Dominique Defrain Signalisation Routière ;
- De préciser que l'intervention de la société Dominique Defrain Signalisation Routière est découpée en 4 phases, et que la mission devra être achevée au plus tard fin 2023 ;
- De préciser que le montant total du contrat est de 23 995 € HT, et qu'à l'issue de chaque phase le montant de la prestation correspondante sera facturé par la société Dominique Defrain Signalisation Routière à Roannais Agglomération.

DELIBERATIONS PRISES PAR LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Bureau communautaire du 22 septembre 2022

N°DBC_2022_087 du 22 septembre 2022 - Avis de Roannais Agglomération sur le renouvellement de l'autorisation et la poursuite de l'exploitation d'une carrière de roches massives sur la commune de Commelle-Vernay

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré :

1°) Emet sur la demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement de l'autorisation et la poursuite de l'exploitation pour une durée supplémentaire de 30 ans formulée par la société ETABLISSEMENT CHIAVERINA, les remarques suivantes :

S'agissant du renouvellement de l'autorisation de poursuite de l'exploitation :

- la durée de renouvellement de 30 ans contraste avec le précédent renouvellement limité à seulement 15 ans, et la promesse d'une fin d'exploitation à l'horizon 2020-2025 non tenue ;
- une trentaine de carrières sont en service sur la Loire et que l'arrêt de l'exploitation n'entraînera pas de pénuries de roches dures ;
- aucune garanties ni mesures ne sont envisagées dans l'hypothèse du non-respect des promesses très vagues de baisse de trafic routier, d'impact sonore et d'impact sur l'air ;
- en autorisant un nouveau renouvellement avec le prétexte que la production annuelle a diminué et que l'exploitation ne sera pas terminée à l'échéance prévue, l'exploitation de la carrière pourrait se poursuivre également après 30 ans avec cette même justification si une des six phases de 5 années chacune prenait du retard, n'apportant encore aucune perspective de sortie certaine pour le voisinage ;
- la structure de l'actuel exploitant est "familiale", le fait d'autoriser 30 ans d'exploitation supplémentaire sera incitatif à céder sa carrière à une structure de dimension industrielle qui pourrait être amenée à exploiter la carrière au maximum de sa capacité avec un degré de nuisance très supérieur à une exploitation de 30 000 tonnes annuelles ;
- la société CHIAVERINA s'est développée au fil des années et a diversifié son activité (transport, désamiantage, démolition, recyclage) afin d'assurer une pérennité de son entreprise et de ses salariés lors de la fin d'exploitation de la carrière prévue en 2026 ;
- la surface sollicitée de l'autorisation (79 073 m²) semble démesurée vis-à-vis de la surface réellement exploitable (34 377 m²) ;

S'agissant du tonnage :

- Il y a un delta important entre la production annuelle maximale prévue de 100 000 t/an et la production annuelle moyenne prévue à 36 000 t/an sur l'ensemble du renouvellement, bien plus grand qu'auparavant, source de variation et incertitude considérable ; De plus l'élément de ralentissement d'exploitation de la carrière ne se vérifie pas au regard des tonnages similaires entre 2018 et 2020, ce qui n'induirait donc pas de baisse des nuisances actuelles ;

S'agissant de la commodité du voisinage sur les tirs et incidences vibratoires :

- le nombre important d'environ 6 tirs de mines autorisés par an, soit environ 180 tirs de mines sur une période de 30 ans, chaque tir utilisant en moyenne 800 kg d'explosifs fractionnés en plusieurs charges unitaires (en d'autres termes plusieurs déflagrations pour un seul tir) ;
- le manque de prise en compte de l'impact réel des vibrations sonores des mines et des nuisances sonores sur la vie quotidienne des habitants, également sur le milieu naturel et les espèces floristiques et faunistiques ;

S'agissant des incidences vibratoires des tirs sur ouvrages :

- la proximité du pont de Presles traversant la Loire entre Villerest et Commelle-Vernay, monument classé comme « Ouvrage remarquable » construit en 1906, et la vitesse particulière de 20 mm/s des tirs de mine qualifiée par le diagnostic « d'admissible » mais non acceptable pour un tel ouvrage ;
- la proximité de l'ouvrage en béton du mur du Barrage de Villerest, le manque de certitudes sur l'impact des tirs de mines de la carrière sur le barrage et l'enjeu de sécurité majeur de protection de la population face à une rupture du barrage ;
- la non réalisation par l'Etat d'une étude environnementale et géologique sur les incidences de déflagrations des tirs d'explosifs à proximité du barrage, étude nécessaire à lever les craintes des populations vivants en aval du barrage contenant 300 millions de m3 dont les risques sont repris dans le PPRNi ;

S'agissant des plaintes :

- l'antinomie entre le rapport énonçant que la carrière n'a jamais fait l'objet de plaintes de la part du voisinage sur le bruit, et la réalité avec une remontée constante de remarques de la population auprès des services et des élus, témoignant de l'importance du sujet ;

S'agissant des impacts sonores :

- il y a un contresens dans le rapport disposant que le « projet aura donc un impact sonore au moins identique à l'impact actuel. De plus, le projet prévoit de réduire la production annuelle de matériaux. Cela impliquera donc une diminution de l'impact sonore sur le site » ; Diminution de l'exploitation qui n'est pas garantie.
- des mesures de niveaux sonores bien trop variables et anormales ces dernières années sur le côté Villerest, entre 1 dB(A) et 7 dB(A) ;
- l'émergence réglementaire fixée à 5.0 dB(A) et les mesures de 2019 de 5.0 dB(A) (arrondie à la baisse) pour la ZER 2, soit à la limite même du seuil réglementaire ;
- l'émergence mesurée sur la ZER 1 Auberge du pont en 2014 ne respectait pas le seuil réglementaire.
- depuis les données défavorables de 2014, le point de mesure pour la ZER 1 semble avoir été éloigné de la carrière de plusieurs dizaines de mètres (environ 60 mètres, « Annexes techniques n°6 »), et pourrait ne pas parfaitement représenter les gênes subies par les habitants situés au plus près ;
- les niveaux de bruit de l'activité de la carrière mesurés en dB(A) sur les ZER 1 et ZER 2 compris entre 56 et 62 dB(A) en 2019 et les lignes directrices de l'OMS caractérisant le bruit de voisinage d'origine industrielle comme « gênant » entre 55-60 dB(A) et « considérable » à 60-65 dB(A) ;

S'agissant de l'aspect paysager :

- il y a une dissonance entre la forte protection du paysage sensible du bord de Loire et les restrictions paysagères faibles pour l'exploitation de la carrière ;

S'agissant de l'attractivité :

- il y a un impact négatif du trafic routier sur le développement en mode doux notamment avec le cyclotourisme

S'agissant des poussières :

- l'impact des poussières en suspension pour la santé des habitants qualifiée de « faible » mais existante et perceptible même visuellement ;
- il n'y a pas de certitude des effets sur la santé publique puisque le rapport note « Il y a encore peu de données sanitaires permettant de réaliser un état sanitaire initial du secteur concerné par le projet » ;

S'agissant du trafic et camions :

- la production maximale de 100 000 tonnes par an (1 million de tonnes sur 30 ans) représentant un trafic moyen journalier de 38 passages ;
- l'effet négatif sur la sécurité des voies de circulation avec les pertes fréquentes de gravats de gros calibre provenant des remorques non protégées par des bâches, avec l'entraînement de poussières et de boues lors de pluies sur des routes départementales impliquant des interventions fréquentes des services publics pour remettre les voiries en l'état ;
- au regard des tonnages moyens extraits, il n'y aura pas de baisse de la nuisance due du trafic routier ;

S'agissant des hydrocarbures :

- les risques de déversement des hydrocarbures utilisés sur le site (aire étanche de ravitaillement en carburant) dans le fleuve de la Loire et les milieux naturels limitrophes, le manque de détails sur les mesures de protection prises en cas de pollution des eaux et la formation non suffisante du personnel en cas d'accident uniquement « recommandée » et non obligatoire ;

S'agissant du site Natura 2000 et de l'environnement :

- bien que le site soit en dehors de protection environnementale forte, il n'en reste pas moins limitrophe d'un site Natura 2000, d'une Zone de Protection Spéciale à moins de 10 mètres (ZPS n° FR 8212026 « Gorges de la Loire aval »), de trames verte et bleue et d'un corridor écologique à protection forte ;
- les oiseaux ne connaissent pas de frontières et que l'ensemble des espèces répertoriées sur ce corridor limitrophe sont susceptibles d'être impactées par l'activité de la carrière et plus précisément des explosions ;
- les effets des nuisances de la carrière sont réels sur les oiseaux, les mammifères et sur les reptiles (notamment le lézard des murailles) ;
- aucune amélioration n'est apportée sur les 30 années à venir sur les incidences de l'exploitation de la carrière sur les écosystèmes environnants et sur le climat ;

S'agissant de la remise en état du site :

- le projet présenté n'est pas assez abouti concernant la remise en état du site, les pentes d'exploitation restant à près de 40° et que le traitement des surfaces se réduit à un ensemencement par projection sans apport de matériaux ;

S'agissant l'absence avis MRAE - Mission Régionale d'Autorité Environnementale :

- l'absence d'avis de la MRAE (Mission régionale d'autorité environnementale) dans le délai de deux mois prévu à l'article R 122-7 du code de l'environnement faute de moyens suffisants pour examiner ce dossier, ne permet pas d'apprécier et de garantir les principaux enjeux environnementaux du territoire et du projet, à savoir la protection de la biodiversité et des milieux naturels, le cadre de vie des riverains et leur santé vis-à-vis du bruit, des secousses et de l'émanation de poussière, le paysage de la carrière, le changement climatique ;
- aucune mesure d'évitement, de réduction et de compensation établies pour la durée de l'exploitation ni de résultats du suivi recueillis et analysés à une fréquence adaptée aux enjeux en présence afin de permettre d'ajuster les mesures d'évitement, de réduction et de compensation, ne sont exigés et qu'aucune réponse du pétitionnaire sur ces aspects ne sera apportée ;
- cette absence d'avis et de réponse du pétitionnaire sont source d'incertitude, laissant une liberté d'action démesurée sans garanties ni suivi suffisant pour une durée de 30 ans ;

2°) Rend un avis favorable au renouvellement de l'autorisation et la poursuite de l'exploitation d'une carrière de roches massives située sur le territoire de la Commune de Commelle-Vernay déposée par la société ETABLISSEMENT CHIAVERINA assortie, au regard des remarques formulées précédemment, des réserves expresses suivantes :

- la durée de l'exploitation doit être ramenée à 10 ans ;
- les études de dangers, environnementales nécessaires pour apprécier l'impact de la poursuite de l'exploitation devront être réactualisées et validées par les autorités compétentes.

3°) Demande au Président, ou à son représentant, de transmettre l'avis de Roannais Agglomération à Monsieur le Sous-Préfet de Roanne au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête publique, soit avant le 5 octobre 2022.

N°DBC_2022_088 du 22 septembre 2022 - Fonds communautaire - Année universitaire 2022/2023 - « Aides individuelles aux étudiants roannais »

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve le règlement du fonds communautaire : « AIDES INDIVIDUELLES AUX ETUDIANTS ROANNAIS - Année universitaire 2022/2023 » et les conditions de l'attribution des aides ;
- Dit que le montant de l'aide est fixé à 350 € par étudiant dans le cadre de l'axe 1 « Encourager le logement intergénérationnel » - limité à 5 dossiers maximum pour un montant global de 1 750 € ;
- Dit que le montant de l'aide est fixé à 200 € par étudiant dans le cadre de l'axe 2 « Favoriser l'investissement bénévole auprès d'associations roannaises » - limité à 40 dossiers maximum pour un montant global de 8 000 € ;
- Dit que la dépense est inscrite au budget 2022.

N°DBC_2022_089 du 22 septembre 2022 - Réorganisation des systèmes de collecte des déchets ménagers - Mission d'accompagnement au changement pour les habitants et les publics relais de Roannais Agglomération - Marché avec la SARL L&M ASSOCIES

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve le marché portant sur la mission d'accompagnement au changement pour les habitants et les publics relais de Roannais Agglomération, dans le cadre de la réorganisation des systèmes de collecte des déchets ménagers, avec la SARL L&M ASSOCIES, pour un montant forfaitaire de tranche ferme de 95 390 € HT ;
- Précise que la tranche optionnelle sur la « sensibilisation-formation auprès des publics relais et des partenaires », d'un montant forfaitaire de 29 750 € HT est affirmée dès la notification du marché, portant le montant forfaitaire du marché à 125 140 € HT ;
- Précise que le marché prendra effet à compter du 1er novembre 2022 pour une durée de 12 mois pour la tranche ferme (jusqu'au 31/10/2023) et pour une durée de 42 mois pour la tranche optionnelle (jusqu'au 30/04/2026) ;
- Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit marché ;
- Dit que les dépenses seront prélevées sur le budget général – section de fonctionnement.

N°DBC_2022_090 du 22 septembre 2022 - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du décret sur la maîtrise énergétique des bâtiments tertiaires -Groupement de commandes entre la Ville de Roanne (coordonnateur) et Roannais Agglomération - Marché avec le groupement SS2E CONSEIL (mandataire) – ADVIZEO

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve l'accord-cadre mono-attributaire à bon de commandes d'« assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du décret sur la maîtrise énergétique des bâtiments tertiaires » avec le groupement SS2E Conseil (mandataire) - ADVIZEO ;

- Précise que cet accord-cadre, sans montant minimum et avec un montant maximum de 190 000 € HT est conclu sur la base des prix unitaires du bordereaux des prix unitaires ;
 - Préciser que cet accord-cadre est conclu pour une période de 18 mois ;
 - Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit accord-cadre ;
 - Dit que les dépenses seront prélevées sur les crédits ouverts à cet effet sur le Budget Général – section fonctionnement ;
 - Prend acte que le prestataire :
 - complétera les informations techniques relatives à chaque établissement sur la plateforme OPERAT
 - établira le dossier technique réglementaire et publiera ce dossier sur la plateforme OPERAT
- Pour ce faire, le Maître d'ouvrage mandatera le prestataire pour le remplissage de la plateforme OPERAT.

N°DBC_2022_091 du 22 septembre 2022 - Commune de Mably - Déclassement par anticipation d'une partie du domaine public intercommunal des cheminements mode doux situés dans l'emprise de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Bonvert

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Décide que la désaffectation des cheminements mode doux matérialisés sur le plan ci-annexé, situés entre le lot G et F d'une superficie d'environ 2 257 m² et entre le lot F et E1 d'une superficie d'environ 1 665 m² ainsi qu'un espace à l'Est du lot F d'une superficie d'environ 1 245 m², situés dans la ZAC de Bonvert à Mably sur les parcelles cadastrées sections AE n°170, 185 et 187, est différée selon les dispositions de l'article L.2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- Prononce le déclassement par anticipation des emprises susvisées en vue de leur cession à la SAS BONVERT qui implique la mise en œuvre de la procédure d'enquête publique préalable en application du code de la voirie routière ;
- Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous documents permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil communautaire :

- Prend acte du compte rendu de l'exercice des pouvoirs délégués au Président et au Bureau.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne